

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Bruxelles, le 19 août 2021.

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21808]

19 AUGUSTUS 2021. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijseenheid « Inrichting en onderhoud van ecologische tuinen » (code 123208U21D1) gerangschikt op het gebied van het hoger secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 28 mei 2021,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de onderwijseenheid « Inrichting en onderhoud van ecologische tuinen » (code 123208U21D1) wordt goedgekeurd.

Deze onderwijseenheid wordt gerangschikt op het gebied van het hoger secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2021.

Brussel, 19 augustus 2021.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33052]

2 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au financement et à la gestion des déchets générés et de la pollution diffuse en hydrocarbures des sols consécutivement aux inondations du mois de juillet 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, articles 39 à 39octodécies ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié le 17 décembre 2015, articles 57 à 62 ;

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, article 79, paragraphes 1^{er} à 3 ;

Vu le décret du 15 juillet 2021 contenant le premier ajustement du budget des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que la SPAQuE a pour missions notamment la réalisation d'investigations et d'actes et travaux d'assainissement et, le cas échéant, la mise en œuvre de mesures de suivi ou de sécurité, et de surveillance et de gestion, lorsque le Gouvernement lui en donne la charge conformément aux articles 80 et 81 du décret du 1^{er} mars 2018 susvisé, ou pour des motifs d'utilité publique ;

Considérant la nécessité d'obtenir sans délai une vue plus précise de l'état de l'environnement wallon au regard des déchets générés et des pollutions de sols diffuses provoquées par les inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021 ;

Considérant le besoin urgent de gérer diligemment les déchets charriés par les crues et de remédier au plus vite aux pollutions diffuses des sols par des hydrocarbures dans ce contexte exceptionnel ;

Considérant la nécessité de financer la gestion desdits déchets ainsi que l'investigation des sols pollués ou potentiellement pollués et, si nécessaire, de réaliser les actes et travaux d'assainissements et éventuellement la mise en œuvre de mesures de suivi ou de sécurité, et de surveillance et de gestion ;

Considérant qu'au plus ces pollutions diffuses en hydrocarbures seront gérées rapidement, au plus leurs effets néfastes potentiels sur l'environnement et la santé humaine pourraient être réduits ;

Considérant que remédier prestement aux problèmes environnementaux développés ci-avant constitue un motif d'utilité publique ;

Considérant le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 août 2021, tel que modifié, confiant une mission déléguée à la SPAQuE en vue d'assurer la gestion des déchets et des hydrocarbures suite aux inondations ;

Considérant le contrat de gestion signé entre la Région wallonne et la SPAQuE en date du 22 mai 2019 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives communes*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté vise à financer et à gérer les déchets générés et la pollution diffuse en hydrocarbures des sols provoqués par les inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021.

Pour être éligibles aux aides régionales organisées aux chapitres 2 et 3, tout demandeur respecte les conditions cumulatives suivantes :

1° avoir été affecté ou être affecté par la présence de déchets générés ou par une pollution diffuse en hydrocarbures des sols consécutivement aux inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021, et dont l'origine est indéterminée ;

2° être localisé sur le territoire d'au moins une des deux cent neuf communes suivantes :

a) les 84 communes de la province de Liège ;

b) les 38 communes de la province de Namur ;

c) les 44 communes de la province de Luxembourg ;

d) les communes suivantes de la province du Brabant wallon : Beauvechain, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélocine, Incourt, Jodoigne, Mont-Saint-Guibert, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramilies, Rebecq, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain et Wavre ;

e) les communes suivantes de la province de Hainaut : Aiseau-Presles, Beaumont, Braine-le-Comte, Charleroi, Châtelet, Chimay, Ecaussinnes, Erquelinnes, Estinnes, Farcennes, Fleurus, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-Sur-Heure-Nalines, La Louvière, Les Bons Villers, Mons, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Quévy, Sivry-Rance et Thuin.

§ 2. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions peut compléter la liste des communes visées au paragraphe 1^{er}, 2°.

§ 3. Le présent arrêté s'applique sous réserve de la disponibilité des budgets visés aux articles 4 et 8.

Art. 2. Sont exclus du financement des coûts et des surcoûts visés par le présent arrêté, tous les coûts et autres frais pris en charge par d'autres mécanismes de financement activés ou mis en place par l'État fédéral ou la Région wallonne en raison des inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021, telle que l'intervention du Fonds des calamités.

Art. 3. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° les « déchets » : les déchets générés consécutivement aux inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021 ;

2° l'« intercommunale de gestion des déchets » : tout groupement de communes organisé selon l'une des formes de coopération entre communes prévues par le livre V du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et qui est territorialement responsable de la gestion des déchets ménagers ;

3° le « propriétaire » : celui qui, au moment des inondations exceptionnelles du mois de juillet 2021, est, soit propriétaire, copropriétaire ou nu-propriétaire, soit titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie ;

4° le « terrain » ou l'« immobilier non bâti » : toute surface où le sol est apparent.

CHAPITRE II. — *Compensation des surcoûts de gestion et financement du tri, de l'évacuation et du traitement des déchets générés*

Art. 4. § 1^{er}. Pour 2021, la Région wallonne octroie à la SPAQuE une dotation d'un montant de 5.000.000 EUR afin d'assurer, pour le compte de la Région wallonne, une mission déléguée de gestion de la couverture financière des surcoûts générés par les opérations de gestion des déchets générés consécutivement aux inondations exceptionnelles survenues en juillet 2021.

Le montant de la dotation est transféré au départ de l'allocation de base 41.01.40 du programme 15.62 vers l'allocation de base 41.06 du programme 15.13 du budget général des dépenses de la Région wallonne et est versé sur le compte n° BE27 0910 1189 6673 de la SPAQuE.

§ 2. La mission déléguée visée au paragraphe 1^{er} consiste pour la SPAQuE à assurer la gestion de la couverture financière, dans la limite de la dotation allouée, des surcoûts générés par les opérations d'évacuation, de stockage, de tri et de traitement des déchets consécutivement aux inondations exceptionnelles de juillet 2021 par les intercommunales de gestion des déchets et les communes, que ces opérations aient été menées par elles-mêmes ou par les opérateurs mandatés par les pouvoirs publics.

Art. 5. Concernant la gestion de la couverture financière des surcoûts visés à l'article 4, sont éligibles les surcoûts suivants :

1° la location et la mise à disposition de conteneurs de collecte des déchets au sein des communes, et la logistique y afférente (transport) ;

2° le transport des déchets à l'exclusion de l'acquisition de véhicules ;

3° l'utilisation de véhicules ;

4° l'acquisition, la location et l'utilisation de matériel et d'équipements divers, tels que l'achat ou la location de nouveaux conteneurs à puces pour remplacer ceux qui ont été emportés par les eaux ;

5° l'octroi d'heures supplémentaires et de primes pour le personnel affecté aux opérations de gestion des déchets ;

6° l'engagement de main d'œuvre supplémentaire pour faire face aux besoins à rencontrer dans le cadre de opérations de gestion des déchets ;

7° l'engagement temporaire d'intérimaires, notamment au sein des parcs à conteneurs ;

8° la collecte et le traitement de volumes supplémentaires d'ordures ménagères brutes, de déchets de papiers-cartons, de déchets encombrants, de déchets spéciaux des ménages (déchets dangereux) et d'autres types de déchets collectés en porte-à-porte et via les parcs à conteneurs, suite aux inondations ;

9° l'augmentation des prix unitaires pour la reprise de certains flux de déchets collectés en parcs à conteneurs et en porte-à-porte, tels que notamment l'augmentation des coûts de recyclage des papiers-cartons souillés ;

10° l'aménagement et/ou la location de sites de stockage temporaires, la remise en état physique des zones où des déchets ont été temporairement entreposés et l'adaptation de sites de traitement des déchets.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 1^{er}, sont seules éligibles à l'intervention régionale organisée par le présent chapitre les demandes d'intervention introduites par les communes et les intercommunales de gestion des déchets.

§ 2. La demande d'intervention, accompagnée de toutes les pièces justificatives probantes, telles que notamment les factures, les contrats de travail, des déclarations sur l'honneur, est adressée par la commune, par courriel, par courrier ou par dépôt contre récépissé, à l'intercommunale de gestion des déchets à laquelle elle est affiliée.

Les intercommunales de gestion des déchets transmettent à la SPAQuE conformément aux modalités prévues par cette dernière et dans les meilleurs délais, l'ensemble des demandes d'intervention reçues des communes ainsi que leurs propres demandes d'intervention, également accompagnées de toutes les pièces justificatives probantes.

En toute hypothèse, lors de la communication de toute demande d'intervention à la SPAQuE, chaque intercommunale de gestion des déchets ventile les pièces justificatives, les informations et les données collectées distinctement pour chacune des communes concernées. Dans le cadre de chaque demande d'intervention, la SPAQuE préserve et tient à jour cette comptabilité séparée pour chaque commune concernée.

§ 3. La date limite d'introduction des demandes d'intervention est le 30 novembre 2021.

Art. 7. La SPAQuE instruit les demandes d'intervention reçues et octroie aux communes et aux intercommunales de gestion des déchets les montants nécessaires, en fonction des pièces justificatives produites dans le cadre de la demande d'intervention.

Le cas échéant, la SPAQuE pourra accorder aux intercommunales de gestion des déchets des montants provisionnels. Le montant définitif des interventions financières accordées à chaque intercommunale sera fixé ultérieurement sur base de l'ensemble des pièces justificatives, lesquelles devront être transmises dans le délai déterminé par la SPAQuE.

Art. 8. § 1^{er}. En vue de déterminer le caractère raisonnable des montants sollicités dans les demandes d'intervention, la SPAQuE utilise, dans la mesure du possible, les indicateurs suivants :

1° concernant les surcoûts liés au transport des déchets, le coût moyen à la tonne de déchets par kilomètre parcouru ;

2° concernant les coûts autres que ceux visés au 1°, le coût moyen à la tonne de déchets.

La SPAQuE détermine les coûts moyens visés aux 1° et 2° par zone géographique délimitée par le territoire de chaque intercommunale de gestion des déchets et sur la base des demandes d'intervention introduites auprès d'elle. Il ne peut pas y avoir plus de zones géographiques qu'il n'y a d'intercommunales de gestion de déchets sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Si l'un des indicateurs visés au paragraphe 1^{er} excède d'au moins trente pour cent la moyenne du coût déterminé pour la zone territoriale de l'intercommunale concernée, la SPAQuE en avertit le demandeur et requiert de sa part de produire les pièces justificatives complémentaires.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, la SPAQuE peut conditionner l'octroi des montants sollicités à la réalisation préalable et sur place d'un contrôle de l'affectation des montants sollicités.

CHAPITRE III. — *Financement et gestion des pollutions diffuses en hydrocarbures des sols*

Art. 9. Pour 2021, la Région wallonne octroie à la SPAQuE une dotation d'un montant de 2.000.000 EUR afin d'assurer, pour le compte de la Région wallonne, une mission déléguée de gestion de la prise en charge financière des pollutions diffuses en hydrocarbures des sols consécutivement aux inondations exceptionnelles survenues en juillet 2021 et dont l'origine est indéterminée.

Le montant de la dotation est transféré au départ de l'allocation de base 01.02 du programme 10.08 vers l'allocation de base 41.06 du programme 15.13 du budget général des dépenses de la Région wallonne et est versé sur le compte n° BE27 0910 1189 6673 de la SPAQuE.

Art. 10. La mission visée à l'article 9 consiste en la prise en charge du coût :

1° des expertises et des études réalisées par des bureaux d'étude agréés, sélectionnés par la SPAQuE dans le cadre de marchés publics, sur des terrains affectés par une pollution diffuse en hydrocarbures consécutive aux inondations du mois de juillet 2021 et dont l'origine est indéterminée ;

2° des opérations d'assainissement des terrains, lorsque les expertises ou les études préalables visées au 1° ont démontré la nécessité de procéder à un assainissement ;

3° des expertises et des études réalisées par des bureaux d'étude agréés sur des terrains affectés par une pollution diffuse en hydrocarbures consécutive aux inondations du mois de juillet 2021 et dont l'origine est indéterminée, et qui ont été réalisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

4° des opérations d'assainissement des terrains, lorsque les expertises ou les études préalables visées au 3° ont démontré la nécessité de procéder à un assainissement.

Art. 11. Sont exclus des interventions visées par le présent chapitre et des demandes y relatives, les biens meubles et les bâtiments.

Art. 12. Sans préjudice de l'article 1^{er}, pour être éligibles à l'aide régionale organisée par le présent chapitre, toute demande d'intervention respecte l'ensemble des conditions suivantes :

1° être introduite directement par des particuliers, des indépendants, des personnes morales de droit privé ou de droit public et des villes ou des communes ou par des opérateurs de la gestion des sols (potentiellement) pollués suite à la demande explicite des particuliers, des indépendants, des personnes morales de droit privé ou de droit public, des villes ou des communes, preuves à l'appui ;

2° porter sur un ou plusieurs des terrains sur lesquels les personnes physiques et morales visées au 1° ont, selon le cas, leur résidence habituelle, un siège social, un siège d'exploitation ou sont propriétaires.

Art. 13. § 1^{er}. L'aide régionale organisée par le présent chapitre ne couvre que les coûts visés à l'article 10 qui ne sont pas susceptibles d'être pris en charge en application d'une police d'assurance. Le demandeur devra démontrer, au moyen de documents probants joints au formulaire de demande d'intervention prévu à cet effet par la SPAQuE, qu'il a contacté sa compagnie d'assurances et que celle-ci ne couvre pas ou pas intégralement le sinistre. En cas de prise en charge totale ou partielle du sinistre par une compagnie d'assurances, l'éventuelle franchise n'est pas éligible à l'aide organisée par le présent chapitre.

§ 2. Toute demande d'intervention ne peut être introduite que par le propriétaire des terrains impactés ou par une personne dûment mandatée par ce dernier.

En cas de nue-propiété, la demande d'intervention ne peut être introduite que par le nu-propiétaire du ou des terrains impactés ou par une personne dûment mandatée par ce dernier.

§ 3. En cas d'indivision, les copropriétaires indivis peuvent, à leur choix, introduire une demande groupée ou des demandes individuelles.

Les époux et les cohabitants légaux peuvent introduire une demande groupée pour l'ensemble de leurs biens immobiliers (biens communs et biens propres).

Art. 14. § 1^{er}. La demande d'intervention doit être adressée par courriel, par courrier ou par dépôt contre récépissé à l'administration communale de la commune où sont situés les terrains impactés par la pollution, à l'attention du référent spécialement désigné à cet effet dans chaque commune sinistrée.

Si la demande d'intervention concerne des terrains situés sur le territoire de plusieurs communes, le demandeur devra introduire une demande d'intervention auprès de chacune des communes concernées.

La commune saisie d'une demande d'intervention transmet celle-ci à la SPAQuE dans les meilleurs délais.

§ 2. La date limite d'introduction des demandes d'intervention est fixée au dernier jour du mois de mai 2022.

Art. 15. Sans préjudice de l'article 10, les personnes physiques ou morales dont la demande d'intervention est éligible conformément au présent chapitre et qui auraient réalisé à leurs propres frais des expertises par des experts agréés et/ou des assainissements de sols avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent introduire une demande d'intervention directement auprès de la SPAQuE en vue d'obtenir le remboursement des coûts exposés. Cette demande de remboursement peut également être introduite par l'expert agréé ou l'opérateur de l'assainissement des sols à la demande explicite du propriétaire des terrains impactés ou d'une personne dûment mandatée par ce dernier, preuves de cette demande à l'appui.

Les personnes physiques ou morales dont la demande d'intervention est éligible conformément au présent chapitre et qui auraient réalisé à leurs propres frais des expertises et/ou des assainissements de sols après l'entrée en vigueur du présent arrêté ne peuvent introduire une demande d'intervention, sauf en cas de force majeure dûment établi.

Art. 16. À peine de nullité, la demande d'intervention est introduite exclusivement au moyen du formulaire prévu à cet effet par la SPAQuE. Ce formulaire est au moins disponible sur le site Internet de la Région wallonne.

Art. 17. § 1^{er}. La SPAQuE effectue un premier tri des demandes d'intervention qui lui ont été adressées, de manière à identifier, sur la base de l'article 2 et des informations communiquées par le biais des formulaires de demande d'intervention, les coûts finançables par la SPAQuE et les situations les plus préoccupantes par rapport à la dangerosité des pollutions présumées au regard de l'usage du terrain.

§ 2. Les demandes ainsi priorisées font ensuite l'objet d'une étape de diagnostic sur le terrain, réalisée par un expert agréé « sols » qui procède à cette fin :

1° au prélèvement d'échantillons de sol de surface, afin de mesurer le degré de pollution observé. Les analyses de ces échantillons seront confiées à un laboratoire agréé en matière d'analyses de sol ;

2° à la description de l'étendue des pollutions sur la base de critères organoleptiques.

Chaque visite de l'expert agréé « sols » fait l'objet d'un rapport simplifié, communiqué à la SPAQuE et au demandeur. Ce rapport déterminera s'il est nécessaire d'assainir ou non le terrain.

§ 3. Si le rapport conclut à l'absence de nécessité d'assainir, l'intervention de SPAQuE est clôturée.

§ 4. Les demandes d'intervention pour lesquelles les rapports des experts agréés « sols » concluent à la nécessité d'assainir font l'objet d'un second tri, afin d'être à nouveau priorisées en fonction des pollutions réelles diagnostiquées.

La priorité est donnée aux situations jugées les plus préoccupantes par les experts agréés « sols » sur la base de l'intensité de la pollution identifiée, de son étendue et de la sensibilité de l'usage et de l'affectation du terrain concerné.

§ 5. Les terrains identifiés comme nécessitant un assainissement font ensuite l'objet d'opérations d'assainissement coordonnées par la SPAQuE sur proposition des experts agréés « sols ».

Ces travaux consisteront en mesures de suivi ou en un décapage des terres de surface polluées, en l'analyse des fonds de fouille après décapage puis en la reprise éventuelle des terrassements sur les zones qui apparaîtraient encore polluées. Les terres polluées seront évacuées pour traitement vers des filières agréées et remplacées par des terres saines, conformes avec l'affectation du terrain, de manière à retrouver le niveau topographique initial.

Les opérations d'assainissement sont documentées et font l'objet d'un rapport de fin de chantier, communiqué au demandeur.

§ 6. À chaque étape du traitement de la demande d'intervention, les demandeurs sont informés par la SPAQuE de la décision qui les concerne.

Art. 18. § 1^{er}. En vue de déterminer le caractère raisonnable des montants sollicités dans le cadre des demandes d'intervention, la SPAQuE peut comparer ces montants à des coûts moyens pratiqués dans des situations similaires pour effectuer des études de risque, des expertises et études de sol, des projets et travaux d'assainissement et des évacuations et gestion de terres polluées.

§ 2. Si l'un des montants sollicités dans la demande d'intervention excède d'au moins cinquante pour cent les coûts moyens visés au paragraphe 1^{er}, la SPAQuE en avertit le demandeur d'intervention et requiert de sa part de produire les pièces justificatives complémentaires.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, la SPAQuE peut conditionner l'octroi des montants sollicités à la réalisation sur place d'un contrôle de l'affectation des montants sollicités.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 19. Tout demandeur d'intervention visé par le présent arrêté peut introduire auprès de la SPAQuE un recours interne afin de contester la ou les décisions le concernant.

Si, à l'issue du traitement de son recours, le demandeur n'a pas obtenu satisfaction, il peut adresser une plainte auprès du Médiateur de la Région wallonne.

Art. 20. L'ensemble des montants à prendre en charge financièrement par les dotations visées par le présent arrêté sont préalablement vérifiés et validés par la SPAQuE.

La SPAQuE n'est aucunement tenue de prendre en charge des interventions dont le coût entraînerait un dépassement du montant des dotations qui lui sont octroyées en application du présent arrêté.

Le cas échéant, le solde non utilisé des dotations prévues par le présent arrêté est remboursé à la Région.

Art. 21. Conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 août 2021 confiant une mission déléguée à la SPAQuE en vue d'assurer la gestion des déchets et des hydrocarbures suite aux inondations, un rapport d'exécution des missions visées par le présent arrêté, accompagné de toutes les pièces justificatives y afférentes, est transmis à la Ministre de l'Environnement ainsi qu'au Département du Sol et des déchets du SPW ARNE au plus tard six mois après la fin des missions.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature et cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 23. Le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33052]

2. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Entsorgung der Abfälle und die Bekämpfung der diffusen Bodenverschmutzung durch Kohlenwasserstoffe, die anlässlich der Überschwemmungen im Juli 2021 entstanden sind, und über die Finanzierung dieser Maßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 39 bis 39octodecies;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert am 17. Dezember 2015, Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 79 §§ 1 bis 3;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2021 zur ersten Anpassung des allgemeinen Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021;

Aufgrund der am 30. August 2021 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass zu den Aufgaben der SPAQuE insbesondere die Durchführung von Untersuchungen und Sanierungshandlungen und -arbeiten und gegebenenfalls die Umsetzung von Folge- oder Sicherheitsmaßnahmen sowie von Überwachungs- und der Bewirtschaftungsmaßnahmen gehören, insofern die Regierung sie gemäß den Artikeln 80 und 81 des vorgenannten Dekrets oder aus gemeinnützigen Gründen damit beauftragt;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich einen genaueren Überblick über den Zustand der wallonischen Umwelt angesichts der entstandenen Abfälle und der diffusen Bodenverschmutzung zu erhalten, die durch die außergewöhnlichen Überschwemmungen im Juli 2021 verursacht wurden;

In Erwägung der dringenden Notwendigkeit, die von dem Hochwasser mitgeführten Abfälle sorgfältig zu entsorgen und die diffuse Verschmutzung des Bodens durch Kohlenwasserstoffe in diesem außergewöhnlichen Kontext so schnell wie möglich zu beseitigen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Entsorgung der genannten Abfälle sowie die Untersuchung verschmutzter oder potenziell verschmutzter Böden zu finanzieren und erforderlichenfalls die Sanierungsmaßnahmen und -arbeiten sowie gegebenenfalls die Folge- oder Sicherheits-, sowie Überwachungs- und Verwaltungsmaßnahmen durchzuführen;

In der Erwägung, dass je schneller diese diffusen Kohlenwasserstoffverschmutzungen bekämpft werden, desto mehr ihre potenziell schädlichen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit verringert werden könnten;

In der Erwägung, dass eine rechtzeitige Behebung der vorgenannten Umweltprobleme im öffentlichen Interesse liegt;

In Erwägung des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden in seiner abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. August 2021, durch den der SPAQuE ein Vertretungsauftrag anvertraut wird, um die Entsorgung der Abfälle und Kohlenwasserstoffe im Anschluss an die Überschwemmungen wahrzunehmen;

In Erwägung des zwischen der Wallonischen Region und der SPAQuE am 22. Mai 2019 unterzeichneten Geschäftsführungsvertrags;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gemeinsame einleitende Bestimmungen*

Artikel 1 - § 1. Der vorliegende Erlass zielt darauf ab, die Entsorgung der Abfälle und die Bekämpfung der diffusen Bodenverschmutzung durch Kohlenwasserstoffe, die durch die außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 verursacht wurden, zu finanzieren und wahrzunehmen.

Um die nach Kapitel 2 und 3 organisierten regionalen Beihilfen beziehen zu können, hat jeder Antragsteller die folgenden kumulativen Bedingungen einzuhalten:

1° durch das Vorhandensein von Abfällen oder durch eine diffuse Bodenverschmutzung durch Kohlenwasserstoffe, die durch die außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 verursacht wurden, und deren Ursache unklar ist, betroffen worden sein oder betroffen sein;

2° auf dem Gebiet von mindestens einer der folgenden zweihundertneun Gemeinden gelegen sein:

a) die 84 Gemeinden der Provinz Lüttich;

b) die 38 Gemeinden der Provinz Namur;

c) die 44 Gemeinden der Provinz Luxemburg;

d) die folgenden Gemeinden der Provinz Wallonisch-Brabant: Beauvechain, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélicine, Incourt, Jodoigne, Mont-Saint-Guibert, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramilies, Rebecq, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain und Wavre;

e) die folgenden Gemeinden der Provinz Hennegau: Aiseau-Presles, Beaumont, Braine-le-Comte, Charleroi, Châtelet, Chimay, Ecaussinnes, Erquelinnes, Estinnes, Farcennes, Fleurus, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-Sur-Heure-Nalannes, La Louvière, Les Bons Villers, Mons, Momignies Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Quévy, Sivry-Rance und Thuin.

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Liste der in § 1 Ziffer 2 genannten Gemeinden ergänzen.

§ 3. Der vorliegende Erlass findet vorbehaltlich der Verfügbarkeit der in den Artikeln 4 und 8 genannten Haushaltsmittel Anwendung.

Art. 2 - Alle Kosten und sonstigen Ausgaben, die durch andere Finanzierungsmechanismen gedeckt werden, die vom Föderalstaat oder von der Wallonischen Region aufgrund der außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 aktiviert oder eingerichtet worden sind, wie z.B. die Intervention des Katastrophenfonds, sind von der Finanzierung der durch diesen Erlass gedeckten Kosten und Mehrkosten ausgeschlossen.

Art. 3 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Abfälle": die infolge der außergewöhnlichen Überschwemmungen im Monat Juli 2021 entstandenen Abfälle;

2° "Interkommunale für die Abfallentsorgung": jeder Gemeindefürsorgeverbund, der nach einer der in Buch V des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung vorgesehenen Formen der Kooperation zwischen Gemeinden organisiert ist, und auf seinem Zuständigkeitsgebiet für die Behandlung der Haushaltsabfälle verantwortlich ist;

3° "Eigentümer": derjenige, der zum Zeitpunkt der außergewöhnlichen Überschwemmungen im Juli 2021 entweder Eigentümer, Miteigentümer oder bloßer Eigentümer, oder Inhaber eines Erbpacht- oder Erbbaurechts ist;

4° "Grundstück" oder "nicht bebaute Immobilie": jede Fläche, wo der Boden sichtbar ist.

KAPITEL II — *Entschädigung für die Mehrkosten in Sachen Abfallwirtschaft und Finanzierung der Sortierung, Räumung und Behandlung der entstandenen Abfälle*

Art. 4 - § 1 Für 2021 gewährt die Wallonische Region der SPAQuE eine Dotation in Höhe von 5.000.000 EURO, um im Namen der Wallonischen Region einen Vertretungsauftrag zwecks der finanziellen Abdeckung der Mehrkosten wahrzunehmen, die sich aus den Maßnahmen zur Entsorgung der Abfälle ergeben, die im Anschluss an die außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 entstanden sind.

Der Betrag der Dotation wird von der Basiszuwendung 41.01.40 des Programms 15.62 auf die Basiszuwendung 41.06 des Programms 15.13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region übertragen und dem Konto Nr. BE27 0910 1189 6673 der SPAQuE überwiesen.

§ 2. Der in § 1 genannte Vertretungsauftrag besteht für die SPAQuE darin, im Rahmen der zugewiesenen Dotation die finanzielle Deckung der Mehrkosten zu gewährleisten, die durch die Maßnahmen zur Räumung, Lagerung, Sortierung und Behandlung der infolge der außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 angefallenen Abfälle durch die Interkommunalen für die Abfallentsorgung und die Gemeinden entstanden sind, unabhängig davon, ob diese Maßnahmen von ihnen selbst oder von den durch die öffentlichen Behörden beauftragten Betreibern durchgeführt werden.

Art. 5 - Hinsichtlich der Verwaltung der finanziellen Abdeckung der Mehrkosten nach Artikel 4 sind die folgenden Mehrkosten zulässig:

1° die Anmietung und Bereitstellung von Abfallsammelbehältern in den Gemeinden sowie die damit verbundene Logistik (Transport);

2° der Transport der Abfälle unter Ausschluss des Erwerbs von Fahrzeugen;

3° die Benutzung der Fahrzeuge;

4° die Anschaffung, Anmietung und Verwendung verschiedener Geräte und Ausrüstungen, z. B. der Kauf oder die Anmietung neuer Chip-Container als Ersatz für die weggeschwemmten Container;

5° die Gewährung von Überstunden und Zuschlägen für das im Rahmen der Abfallentsorgungsmaßnahmen tätige Personal;

6° die Einstellung von zusätzlichem Personal zur Deckung des Bedarfs im Rahmen der Abfallentsorgungsmaßnahmen;

7° die zeitweilige Anwerbung von Leiharbeitnehmern, insbesondere in Containerparks;

8° die Sammlung und Verarbeitung nach den Überschwemmungen von zusätzlichen Mengen rohen Hausmülls, Papier- und Kartonagenabfällen, Sperrmüll, Sonderabfällen aus Haushalten (gefährliche Abfälle) und anderen Abfallarten, die von Haus zu Haus und über Containerparks gesammelt werden;

9° die Erhöhung der Einheitspreise für die Rücknahme bestimmter Abfallströme, die in Containerparks und an der Haustür gesammelt werden, wie z. B. die Erhöhung der Kosten für das Recycling von verschmutztem Papier und Karton;

10° die Einrichtung und/oder Anmietung von vorübergehenden Lagerplätzen, die physische Sanierung der Bereiche, wo Abfälle vorübergehend gelagert wurden, und die Anpassung von Abfallbehandlungsanlagen.

Art. 6 - § 1. Unbeschadet des Artikels 1 können nur Interventionsanträge, die von Gemeinden und von Interkommunalen für die Abfallentsorgung eingereicht werden, für die regionale Intervention im Sinne des vorliegenden Kapitels zulässig sein.

§ 2. Der Interventionsantrag wird zusammen mit allen Belegen wie Rechnungen, Arbeitsverträgen und ehrenwörtlichen Erklärungen von der Gemeinde an die Interkommunale für die Abfallentsorgung, der sie angeschlossen ist, per E-Mail, per Post oder durch Hinterlegung gegen Empfangsbestätigung gerichtet.

Die Interkommunalen für die Abfallentsorgung übermitteln der SPAQuE nach den von dieser festgelegten Modalitäten und so schnell wie möglich alle von den Gemeinden erhaltenen Interventionsanträge sowie ihre eigenen Interventionsanträge, denen auch alle Belege beigelegt sind.

In jedem Fall muss jede Interkommunale für die Abfallentsorgung bei der Übermittlung eines Interventionsantrags an die SPAQuE die Belege, Informationen und gesammelten Daten getrennt für jede der betroffenen Gemeinden aufschlüsseln. Im Rahmen jedes Interventionsantrags erhält und aktualisiert die SPAQuE diese getrennte Buchführung für jede betroffene Gemeinde.

§ 3. Die Frist für die Einreichung der Interventionsanträge endet am 30. November 2021.

Art. 7 - Die SPAQuE prüft die eingegangenen Interventionsanträge und gewährt den Gemeinden und Interkommunalen für die Abfallentsorgung die erforderlichen Beträge auf der Grundlage der im Rahmen des Interventionsantrags eingereichten Belege.

Gegebenenfalls kann die SPAQuE den Interkommunalen für die Abfallentsorgung Vorschussbeträge gewähren. Der endgültige Betrag der jeder Interkommunale gewährten finanziellen Interventionen wird zu einem späteren Zeitpunkt auf der Grundlage aller Belege festgelegt, die innerhalb der von der SPAQuE gesetzten Frist eingereicht werden müssen.

Art. 8 - § 1. Um die Angemessenheit der in den Interventionsanträgen beantragten Beträge zu ermitteln, verwendet die SPAQuE soweit möglich folgende Indikatoren:

1° in Bezug auf die Mehrkosten in Verbindung mit dem Transport der Abfälle: die durchschnittlichen Kosten pro Tonne Abfall und zurückgelegten Kilometer;

2° in Bezug auf die anderen Kosten als diejenigen unter Nr. 1: die durchschnittlichen Kosten pro Tonne Abfall.

Die SPAQuE legt die in den Ziffern 1 und 2 genannten durchschnittlichen Kosten je nach geographischem Gebiet, das durch das Zuständigkeitsgebiet jeder Interkommunalen für die Abfallentsorgung abgegrenzt ist, und auf der Grundlage der bei ihr eingereichten Interventionsanträge fest. Auf dem Gebiet der Wallonischen Region darf es nicht mehr geographische Gebiete als Interkommunalen für die Abfallentsorgung geben.

§ 2. Überschreitet einer der in § 1 genannten Indikatoren die für das Gebiet der betreffenden Gemeinde ermittelten Durchschnittskosten um mindestens dreißig Prozent, so teilt die SPAQuE dies dem Antragsteller mit und fordert ihn auf, zusätzliche Belege vorzulegen.

In dem in Absatz 1 genannten Fall kann die SPAQuE die Gewährung der beantragten Beträge von einer vorherigen Kontrolle der Verwendung der beantragten Beträge an Ort und Stelle abhängig machen.

KAPITEL III — Finanzierung und Bewältigung der diffusen Bodenverschmutzung mit Kohlenwasserstoffen

Art. 9 - Für 2021 gewährt die Wallonische Region der SPAQuE eine Dotation in Höhe von 2.000.000 EURO, um im Namen der Wallonischen Region einen Vertretungsauftrag zwecks der finanziellen Übernahme der Kosten in Bezug auf die Bewältigung der diffusen Bodenverschmutzung mit Kohlenwasserstoffen wahrzunehmen, die im Anschluss an die außergewöhnlichen Überschwemmungen vom Juli 2021 entstanden ist.

Der Betrag der Dotation wird von der Basiszuwendung 01.02 des Programms 10.08 auf die Basiszuwendung 41.06 des Programms 41.06 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region übertragen und dem Konto Nr. 15.13 BE27 0910 1189 der SPAQuE überwiesen.

Art. 10 - Der in Artikel 9 genannte Auftrag besteht in der Übernahme der Kosten für:

1° Sachverständigengutachten und Studien, die von zugelassenen Studienbüros, die von der SPAQuE im Rahmen öffentlicher Aufträge ausgewählt wurden, an Grundstücken durchgeführt werden, die nach den Überschwemmungen vom Juli 2021 von einer diffusen Verschmutzung durch Kohlenwasserstoffe betroffen waren, deren Ursache unklar ist;

2° Bodensanierungsmaßnahmen, wenn die vorausgehenden, unter Ziffer 1 genannten Sachverständigengutachten oder Studien die Notwendigkeit einer Sanierung nachgewiesen haben;

3° Sachverständigengutachten und Studien, die von zugelassenen Studienbüros an Grundstücken durchgeführt werden, die nach den Überschwemmungen vom Juli 2021 von einer diffusen Verschmutzung durch Kohlenwasserstoffe betroffen waren, deren Ursache unklar ist, wobei diese Studien vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführt wurden;

4° Bodensanierungsmaßnahmen, wenn die vorausgehenden, unter Ziffer 3 genannten Sachverständigengutachten oder Studien die Notwendigkeit einer Sanierung nachgewiesen haben.

Art. 11 - Bewegliche Güter und Gebäude sind von den Interventionen im Sinne des vorliegenden Kapitels und von den diesbezüglichen Anträgen ausgeschlossen.

Art. 12 - Unbeschadet des Artikels 1 muss jeder Interventionsantrag alle nachstehend aufgeführten Bedingungen erfüllen, um zulässig zu sein:

1° direkt von Privatpersonen, Selbstständigen, juristischen Personen des privaten oder öffentlichen Rechts und Städten oder Gemeinden, oder von Betreibern im Bereich der Bewirtschaftung der (potenziell) kontaminierten Böden auf ausdrücklichen Antrag von Privatpersonen, Selbstständigen, juristischen Personen des privaten oder öffentlichen Rechts, Städten oder Gemeinden mit entsprechenden Nachweisen eingereicht werden;

2° sich auf eines oder mehrere der Grundstücke beziehen, auf denen die in Ziffer 1 genannten natürlichen und juristischen Personen je nach Fall ihren gewöhnlichen Wohnort, einen Gesellschaftssitz oder einen Betriebsitz haben oder Eigentümer sind.

Art. 13 - § 1. Die durch das vorliegende Kapitel organisierte regionale Intervention deckt nur die in Artikel 10 genannten Kosten ab, die nicht im Rahmen einer Versicherungspolice erstattungsfähig sind. Der Antragsteller muss anhand von Belegen, die er dem von der SPAQuE zu diesem Zweck bereitgestellten Antragsformular beifügt, nachweisen, dass er sich an seine Versicherungsgesellschaft gewandt hat und dass diese den Schaden nicht oder nicht vollständig deckt. Übernimmt eine Versicherungsgesellschaft die Gesamtheit oder einen Teil der Kosten in Bezug auf den Schadensfall, so kommt ein etwaiger Selbstbehalt nicht für eine Unterstützung nach dem vorliegenden Kapitel in Betracht.

§ 2. Ein Interventionsantrag kann nur vom Eigentümer der betroffenen Grundstücke oder von einer von ihm ordnungsgemäß bevollmächtigten Person gestellt werden.

Im Falle des bloßen Eigentums kann der Interventionsantrag nur vom bloßen Eigentümer des oder der betroffenen Grundstücke oder von einer von ihm ordnungsgemäß bevollmächtigten Person gestellt werden.

§ 3. Bei ungeteiltem Eigentum können die ungeteilten Miteigentümer nach ihrer Wahl einen gruppierten Antrag oder Einzelanträge stellen.

Ehepartner und gesetzlich zusammenwohnende Partner können einen gemeinsamen Antrag für alle ihre Immobilien (gemeinsames und eigenes Vermögen) stellen.

Art. 14 - § 1. Der Interventionsantrag ist per E-Mail, per Post oder durch Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung an die Gemeindeverwaltung der Gemeinde, in der sich die von der Verschmutzung betroffenen Grundstücke befinden, zu Händen der in jeder betroffenen Gemeinde eigens zu diesem Zweck benannten Bezugsperson zu übermitteln.

Bezieht sich der Interventionsantrag auf Grundstücke, die auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden liegen, so muss der Antragsteller bei jeder der betroffenen Gemeinden einen Interventionsantrag stellen.

Die Gemeinde, die einen Interventionsantrag erhalten hat, leitet diesen so schnell wie möglich an die SPAQuE weiter.

§ 2. Die Frist für die Einreichung der Interventionsanträge endet am letzten Tag des Monats Mai 2022.

Art. 15 - Unbeschadet des Artikels 10 können natürliche oder juristische Personen, deren Interventionsantrag gemäß dem vorliegenden Kapitel zulässig ist und die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf eigene Kosten Gutachten durch zugelassene Sachverständige und/oder eine Bodensanierung durchgeführt haben, einen Interventionsantrag direkt bei der SPAQuE stellen, um die Erstattung der entstandenen Kosten zu erhalten. Dieser Antrag auf Erstattung kann auch auf ausdrücklichen Antrag des Eigentümers der betroffenen Grundstücke oder einer von diesem ordnungsgemäß bevollmächtigten Person unter Vorlage eines entsprechenden Nachweises durch den anerkannten Sachverständigen oder den Betreiber der Bodensanierung geltend gemacht werden.

Natürliche oder juristische Personen, deren Interventionsantrag gemäß dem vorliegenden Kapitel zulässig ist und die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf eigene Kosten Sachverständigengutachten und/oder eine Bodensanierung durchgeführt haben, können keinen Interventionsantrag stellen, außer im Falle von ordnungsgemäß festgestellter höherer Gewalt.

Art. 16 - Unter Gefahr der Nichtigkeit wird der Interventionsantrag ausschließlich anhand des von der SPAQuE zu diesem Zweck bestimmten Formulars eingereicht. Dieses Formular ist mindestens auf der Website der Wallonischen Region verfügbar.

Art. 17 - § 1. Die SPAQuE führt eine erste Sortierung der ihr übermittelten Interventionsanträge durch, um auf der Grundlage von Artikel 2 und der in den Antragsformularen mitgeteilten Angaben die Kosten, die von der SPAQuE finanziert werden können, sowie die besorgniserregendsten Situationen in Bezug auf die Gefährlichkeit der mutmaßlichen Verschmutzungen im Zusammenhang mit der Nutzung des Grundstücks zu ermitteln.

§ 2. Die auf diese Weise priorisierten Anträge werden dann einer Vor-Ort-Diagnose unterzogen, die von einem zugelassenen "Boden"-Sachverständigen durchgeführt wird, der zu diesem Zweck folgende Maßnahmen durchführt:

1° Entnahme von Bodenproben, um den Grad der festgestellten Verschmutzung zu messen. Die Analyse dieser Proben wird einem für Bodenanalysen zugelassenen Labor anvertraut;

2° die Beschreibung des Ausmaßes der Verschmutzung auf der Grundlage organoleptischer Kriterien.

Jede Besichtigung des zugelassenen "Boden"-Sachverständigen ist Gegenstand eines vereinfachten Berichts, der der SPAQuE und dem Antragsteller übermittelt wird. Dieser Bericht wird bestimmen, ob es nötig ist, das Grundstück zu sanieren oder nicht.

§ 3. Wenn der Bericht zu dem Schluss kommt, dass keine Sanierung erforderlich sind, ist die Intervention der SPAQuE abgeschlossen.

§ 4. Interventionsanträge, bei denen die Berichte der zugelassenen "Boden"-Sachverständigen zu dem Schluss kommen, dass eine Sanierung erforderlich ist, werden einer zweiten Sortierung unterzogen, um erneut nach der tatsächlich festgestellten Verschmutzung priorisiert zu werden.

Vorrang haben die Situationen, die von den anerkannten "Boden"-Sachverständigen als am stärksten besorgniserregend eingestuft werden, und zwar auf der Grundlage der Intensität der festgestellten Verschmutzung, ihres Ausmaßes und der Sensibilität der Nutzung und des Zwecks des betreffenden Grundstücks.

§ 5. Die als sanierungsbedürftig eingestuften Grundstücke werden dann Gegenstand von Sanierungsmaßnahmen, die von der SPAQuE auf Vorschlag der anerkannten "Boden"-Sachverständigen koordiniert werden.

Diese Arbeiten umfassen Folgemaßnahmen oder das Abtragen des verunreinigten Oberflächenbodens, die Analyse der ausgehobenen Erde nach dem Abtragen und die eventuelle Wiederaufnahme der Erdarbeiten in Bereichen, die noch verunreinigt erscheinen. Das verunreinigte Erdreich wird zwecks Behandlung in zugelassene Anlagen abtransportiert und entsprechend der Nutzung des Geländes durch gesundes Erdreich ersetzt, auf eine solche Weise, dass das ursprüngliche topografische Niveau wiederhergestellt wird.

Die Sanierungsmaßnahmen werden dokumentiert und sind Gegenstand eines Abschlussberichts, der dem Antragsteller mitgeteilt wird.

§ 6. In jeder Phase der Bearbeitung des Interventionsantrags werden die Antragsteller von der SPAQuE über die sie betreffende Entscheidung informiert.

Art. 18 - § 1. Um die Angemessenheit der im Rahmen der Interventionsanträge beantragten Beträge zu ermitteln, kann die SPAQuE diese Beträge mit den durchschnittlichen Kosten vergleichen, die in ähnlichen Situationen für die Durchführung von Risikostudien, Sachverständigengutachten und Bodenuntersuchungen, Sanierungsprojekten und -arbeiten sowie für die Entsorgung und Bewirtschaftung von kontaminiertem Boden anfallen.

§ 2. Übersteigt einer der im Interventionsantrag beantragten Beträge die in § 1 genannten Durchschnittskosten um mindestens 50 %, so teilt die SPAQuE dies dem Antragsteller mit und fordert ihn auf, zusätzliche Belege vorzulegen.

In dem in Absatz 1 genannten Fall kann die SPAQuE die Gewährung der beantragten Beträge von einer Kontrolle der Verwendung der beantragten Beträge an Ort und Stelle abhängig machen.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Jeder Antragsteller auf eine Intervention, der unter diesen Erlass fällt, kann bei der SPAQuE eine interne Beschwerde einreichen, um die ihn betreffende(n) Entscheidung(en) anzufechten.

Wenn der Antragsteller am Abschluss des Beschwerdeverfahrens mit dem Ergebnis nicht zufrieden ist, kann er sich an den Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region wenden.

Art. 20 - Die gesamten Beträge, die durch die in diesem Erlass genannten Dotationen abgedeckt werden sollen, sind zuvor von der SPAQuE zu überprüfen und zu validieren.

Die SPAQuE ist keinesfalls verpflichtet, für Interventionen aufzukommen, deren Kosten den Betrag der ihr gemäß diesem Erlass gewährten Dotationen übersteigen würden.

Gegebenenfalls wird der nicht benutzte Restbetrag der nach vorliegendem Erlass bestimmten Dotationen der Region erstattet.

Art. 21 - In Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. August 2021, durch den der SPAQuE ein Vertretungsauftrag anvertraut wird, um die Entsorgung der Abfälle und Kohlenwasserstoffe im Anschluss an die Überschwemmungen wahrzunehmen, wird der Ministerin für Umwelt sowie der Abteilung Boden und Abfälle des ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt spätestens sechs Monate nach dem Ende der Aufgaben ein Bericht über die Ausführung der in vorliegendem Erlass bestimmten Aufgaben mit allen einschlägigen Belegen übermittelt.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft und am 1. Januar 2023 außer Kraft.

Art. 23 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33052]

2 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiering en het beheer van de afvalstoffen en de diffuse verontreiniging van de bodems toe te schrijven aan koolwaterstoffen ten gevolge van de overstromingen van juli 2021

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 39 tot 39octodicies;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, gewijzigd op 17 december 2015, artikelen 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, de artikelen 79, 1 en 3, § 2;

Gelet op het decreet van 15 juli 2021 houdende de eerste aanpassing van de ontvangstenbegroting en van de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2021;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de SPAQuE onder zijn opdrachten met name de uitvoering heeft van onderzoeken en saneringshandelingen en –werken en, in voorkomend geval, de tenuitvoerlegging van opvolgings- of veiligheidsmaatregelen, en toezichts- en beheersmaatregelen, wanneer de Regering haar ermee belast overeenkomstig de artikelen 80 en 81 van bovenbedoeld decreet van 1 maart 2018, of om redenen van openbaar nut;

Gelet op de noodzaak om onverwijld een nauwkeuriger overzicht op de staat van het Waals leefmilieu te verkrijgen, ten opzichte van de afvalstoffen en de diffuse bodemverontreinigingen toe te schrijven aan de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021;

Gelet op de dringende noodzaak om met spoed de afvalstoffen te beheren die de waterstroom meegevoerd heeft en, in deze uitzonderlijke context, zo snel mogelijk de diffuse bodemverontreinigingen wegens koolwaterstoffen weg te werken;

Gelet op de noodzaak om het beheer van bedoelde afvalstoffen te financieren, evenals het onderzoek in de verontreinigde of potentieel verontreinigde bodems en, indien nodig, de saneringshandelingen en –werken en, eventueel, de opvolgings- of veiligheidsmaatregelen en de toezichts- en beheersmaatregelen uit te voeren;

Overwegende dat hoe sneller deze diffuse verontreinigingen in koolwaterstoffen beheerd worden, hoe krachtiger hun potentiële nefaste gevolgen voor het leefmilieu en de menselijke gezondheid verminderd zouden kunnen worden;

Overwegende dat het spoedig wegwerken van de hiervoor uiteengezette leefmilieuproblemen een reden van openbaar nut vormt;

Gelet op het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 augustus 2021, zoals gewijzigd, waarbij een gedelegeerde opdracht aan de SPAQuE wordt toevertrouwd met het oog op het beheer van afvalstoffen en koolwaterstoffen ten gevolge van de overstromingen;

Gelet op het beheerscontract, ondertekend tussen het Waals Gewest en de SPAQuE op 22 mei 2019;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke inleidende bepalingen

Artikel 1. § 1. Dit besluit beoogt de financiering en het beheer van de afvalstoffen en de diffuse bodemverontreiniging door koolwaterstoffen wegens de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021.

Om in aanmerking te komen voor de gewestelijke steunmaatregelen georganiseerd in de hoofdstukken 2 en 3, voldoet elke aanvrager aan volgende samengevoegde voorwaarden:

1° geleden hebben of lijden onder de aanwezigheid van afvalstoffen en een diffuse verontreiniging van de bodems toe te schrijven aan koolwaterstoffen ten gevolge van de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021, en waarvan de oorsprong onbepaald is;

2° gelegen zijn op het grondgebied van minstens één van de tweehonderdnegenendertig volgende gemeenten:

a) de 84 gemeenten van de provincie Luik;

b) de 38 gemeenten van de provincie Namen;

c) de 44 gemeenten van de provincie Luxemburg;

d) de volgende gemeenten van de provincie Waals-Brabant: Bevekom, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genepiën, Graven, Hélécine, Incourt, Geldenaken, Mont-Saint-Guibert, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramilies, Rebecq, Tubeke, Villers-la-Ville, Walhain en Waver ;

e) de volgende gemeenten van de provincie Henegouwen: Aiseau-Presles, Beaumont, 's-Gravenbrakel, Charleroi, Châtelet, Chimay, Ecaussinnes, Erquelinnes, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-Sur-Heure-Nalinnes, La Louvière, Les Bons Villers, Mons, Momignies Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Quévy, Sivry-Rance en Thuin.

§ 2. De Minister bevoegd voor leefmilieu kan de lijst van de gemeenten bedoeld in paragraaf 1, 2°, verder aanvullen.

§ 3. Dit besluit is van toepassing onder voorbehoud van de beschikbaarheid van de budgetten bedoeld in de artikelen 4 en 8.

Art. 2. Van de financiering van de kosten en meerkosten bedoeld bij dit besluit zijn uitgesloten, alle kosten en overige lasten die overgenomen worden door andere financieringsmechanismen die geactiveerd of ingevoerd worden door de federale overheid of het Waals Gewest wegens de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021, zoals de bijdrage van het Rampenfonds.

Art. 3. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "afvalstoffen": de afvalstoffen ontstaan ten gevolge van de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021;

2° "intercommunale voor afvalbeheer": elke groepering van gemeenten georganiseerd volgens één van de samenwerkingsvormen tussen gemeenten als bedoeld bij boek V van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie en die territoriaal bevoegd is voor het beheer van de huishoudelijke afvalstoffen;

3° "eigenaar": degene die, op het tijdstip van de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021, ofwel eigenaar, mede-eigenaar of blote eigenaar is, ofwel houder van een recht van erfpacht of van opstal;

4° "terrein" of "onbebouwd onroerend goed": elke oppervlakte waar de bodem zichtbaar is.

HOOFDSTUK II. — *Compensatie voor de meerkosten voor het beheer en de financiering van de sortering, het weghalen en de behandeling van de voortgebrachte afvalstoffen*

Art. 4. § 1. Voor 2021 kent het Waals Gewest de SPAQuE een dotatie toe met een bedrag van 5.000.000 EURO om in opdracht van het Waalse Gewest een gedelegeerde opdracht uit te voeren inzake het beheer van de financiële dekking van de meerkosten ontstaan door de verrichtingen voor het beheer van de afvalstoffen voortgebracht ten gevolge van de uitzonderlijke overstromingen die zich in juli 2021 hebben voorgedaan.

Het bedrag van de dotatie wordt overgedragen vanuit basisallocatie 41.01.40 van programma 15.62 naar basisallocatie 41.06 van programma 15.13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest en wordt op rekening nr. BE27 0910 1189 6673 van de SPAQuE gestort.

§ 2. De gedelegeerde opdracht bedoeld in paragraaf 1 bestaat er voor de SPAQuE in, te voorzien in het beheer van de financiële dekking, binnen de perken van de toegekende dotatie, van de meerkosten ontstaan wegens de verrichtingen voor het weghalen, de opslag, de sortering en de behandeling van de afvalstoffen ten gevolge van de uitzonderlijke overstromingen van juli 2021 door de intercommunales voor het beheer van de afvalstoffen en de gemeenten, ongeacht of deze verrichtingen uitgevoerd zijn door henzelf dan wel door operatoren die daarvoor door de overheid gemandateerd waren.

Art. 5. Betreffende het beheer van de financiële dekking van de meerkoet bedoeld in artikel 4, komen in aanmerking volgende meerkosten:

1° de huur en de terbeschikkingstelling van containers voor de inzameling van afvalstoffen in de gemeenten en de daarmee verband houdende logistiek (vervoer);

2° het vervoer van de afvalstoffen, onder uitsluiting van de aankoop van voertuigen;

3° het gebruik van voertuigen;

4° de aankoop, de huur en het gebruik van materieel en verscheidene uitrustingen, zoals de aankoop of de huur van nieuwe met een chip uitgeruste afvalcontainers ter vervanging van de containers die het water meegeleurd zijn;

5° de toekenning van overuren en premies voor het personeel dat ingezet wordt voor de verrichtingen voor afvalbeheer;

6° de indienstneming van bijkomende arbeidskrachten om tegemoet te komen aan de noden in het kader van de verrichtingen voor afvalbeheer;

7° de tijdelijke indienstneming van interimarissen, met name in de containerparken;

8° de inzameling en de verwerking van bijkomende volumes bruto-huishoudelijke afvalstoffen, van papier- en kartonafval, grof huisvuil, speciale huishoudelijke afvalstoffen (gevaarlijke afvalstoffen) en andere types afvalstoffen die via huis-aan-huis of de containerparken ingezameld zijn ten gevolge van de overstromingen;

9° de verhoging van de eenheidsprijzen voor de terugname van sommige bij de containerparken en via huis-aan-huis ingezamelde afvalstromen, zoals met name de verhoging van de recyclagekosten voor besmeurde papieren en kartonnen;

10° de inrichting en/of de huur van sites voor de tijdelijke opslag, het herstellen in oorspronkelijke staat van de zones waar afvalstoffen tijdelijk zijn opgeslagen en de aanpassing van sites voor afvalverwerking.

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 1 komen enkel in aanmerking voor de gewestelijke tegemoetkoming, geregeld bij dit hoofdstuk, de aanvragen voor tegemoetkoming ingediend door de gemeenten en de intercommunales voor afvalbeheer.

§ 2. De aanvraag tot tegemoetkoming, samen met alle bewijskrachtige verantwoordingsstukken, zoals met name facturen, arbeidsovereenkomsten, verklaringen op erewoord, wordt door de gemeente via e-mail, per schrijven of via indiening met ontvangstbewijs, gericht aan de intercommunale voor afvalbeheer waarbij ze aangesloten is.

De intercommunales voor afvalbeheer maken de gezamenlijke aanvragen tot tegemoetkoming die ze van de gemeenten ontvangen hebben, samen met hun eigen aanvragen tot tegemoetkoming, eveneens samen met alle bewijskrachtige verantwoordingsstukken, onverwijld over aan de SPAQuE, overeenkomstig de nadere regels van laatstgenoemde.

Hoe dan ook worden door elke intercommunale voor afvalbeheer, bij het overmaken van iedere aanvraag tot tegemoetkoming aan de SPAQuE, de verantwoordingsstukken, de informatie en de gegevens die ze afzonderlijk voor elke betrokken gemeente heeft ingezameld, opgedeeld. In het kader van iedere aanvraag tot tegemoetkoming wordt deze gescheiden boekhouding voor elke betrokken gemeente door de SPAQuE in stand gehouden en bijgewerkt.

§ 3. De uiterste datum voor de indiening van de aanvragen tot tegemoetkoming is 30 november 2021.

Art. 7. De SPAQuE behandelt de aanvragen tot tegemoetkoming die ze ontvangen heeft en kent de gemeenten en de intercommunales voor afvalbeheer de nodige bedragen toe in functie van de verantwoordingsstukken die in het kader van genoemde aanvragen zijn ingediend.

In voorkomend geval kan de SPAQuE de intercommunales voor afvalbeheer bedragen als provisie toekennen. Het definitieve bedrag van de financiële tegemoetkomingen toegekend aan iedere intercommunale wordt later vastgesteld, op grond van de gezamenlijke verantwoordingsstukken, die ingediend zullen moeten worden binnen de door de SPAQuE vastgestelde termijn.

Art. 8. § 1. Met het oog op het bepalen van het redelijk karakter van de bedragen, aangevraagd in de aanvragen tot tegemoetkoming, maakt de SPAQuE, voor zover mogelijk, gebruik van volgende indicatoren:

1° betreffende de meerkosten in verband met het vervoer van de afvalstoffen, de gemiddelde kostprijs per ton afvalstoffen per afgelegde kilometer;

2° betreffende de andere kosten dan die bedoeld onder 1°, de gemiddelde kostprijs per ton afvalstoffen.

De SPAQuE bepaalt de gemiddelde kostprijzen, bedoeld onder 1° en 2°, per geografische zone, afgebakend per grondgebied van elke intercommunale voor afvalbeheer en op grond van de aanvragen tot tegemoetkoming die bij haar zijn ingediend. Het aantal geografische zones mag niet hoger zijn dan het aantal intercommunales voor afvalbeheer op het grondgebied van het Waals Gewest.

§ 2. Als één van de indicatoren bedoeld in paragraaf 1 de gemiddelde kostprijs voor de geografische zone van betrokken intercommunale met minstens dertig percent overschrijdt, licht de SPAQuE de aanvrager daarover in en vraagt dat laatstgenoemde de aanvullende verantwoordingsstukken indient.

In het geval bedoeld in lid 1 kan de SPAQuE de toekenning van de aangevraagde bedragen aan de voorwaarde van de voorafgaandelijk en ter plaatse uitgevoerde controle van de aanwending van de aangevraagde bedragen.

HOOFDSTUK III. — *Financiering en beheer van de diffuse bodemverontreinigingen met koolwaterstoffen*

Art. 9. Voor 2021 kent het Waals Gewest de SPAQuE een dotatie toe met een bedrag van 2.000.000 EURO om in opdracht van het Waalse Gewest een gedelegeerde opdracht uit te voeren inzake het beheer van de financiële overname van de diffuse bodemverontreinigingen door koolwaterstoffen ten gevolge van de uitzonderlijke overstromingen die zich in juli 2021 hebben voorgedaan en waarvan de oorsprong ongekend is.

Het bedrag van de dotatie wordt overgedragen vanuit basisallocatie 01.02 van programma 10.08 naar basisallocatie 41.06 van programma 15.13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest en wordt op rekening nr. BE27 0910 1189 6673 van de SPAQuE gestort.

Art. 10. De opdracht bedoeld in artikel 9 bestaat uit de kostenovername voor:

1° expertises en onderzoeken uitgevoerd door erkende ingenieurskantoren, door de SPAQuE geselecteerd in het kader van overheidsopdrachten, op gronden die zijn aangetast door een diffuse verontreiniging met koolwaterstoffen ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 en waarvan de oorsprong onbepaald is;

2° grondsaneringsverrichtingen, wanneer de expertises of voorafgaandelijke onderzoeken bedoeld onder 1° op de noodzaak gewezen hebben, om een sanering te verrichten;

3° expertises en onderzoeken uitgevoerd door erkende ingenieurskantoren, op gronden die zijn aangetast door een diffuse verontreiniging met koolwaterstoffen ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 en waarvan de oorsprong onbepaald is, en die uitgevoerd zijn voor de inwerkingtreding van dit besluit;

4° grondsaneringsverrichtingen, wanneer de expertises of voorafgaandelijke onderzoeken bedoeld onder 3° op de noodzaak gewezen hebben, om een sanering te verrichten.

Art. 11. De roerende goederen en de gebouwen zijn uitgesloten van de interventies, bedoeld bij dit hoofdstuk, en van de dienovereenkomstige aanvragen.

Art. 12. Onverminderd artikel 1 neemt iedere aanvraag tot tegemoetkoming, om in aanmerking te komen voor de gewestelijke steun geregeld bij dit hoofdstuk, de gezamenlijke onderstaande voorwaarden in acht:

1° rechtstreeks ingediend te zijn door particulieren, zelfstandigen, privé- of publiekrechtelijke rechtspersonen of gemeenten of operatoren inzake beheer van de (potentieel) verontreinigde gronden, ten gevolge van de uitdrukkelijke aanvraag van particulieren, zelfstandigen, privé- of publiekrechtelijke rechtspersonen, steden of gemeenten, ondersteund door bewijzen;

2° betrekking hebben op één of meerdere gronden waarop de natuurlijke en rechtspersonen, bedoeld onder 1°, al naar gelang, hun gewone verblijfplaats, een maatschappelijke zetel, een bedrijfszetel of eigenaars zijn.

Art. 13. § 1. De gewestelijke steun geregeld bij dit hoofdstuk dekt niet de kosten bedoeld in artikel 10 die niet overgenomen zouden kunnen worden overeenkomstig een verzekeringspolis. De aanvrager dient middels bewijsdocumenten gevoegd bij het formulier voor de aanvraag tot tegemoetkoming waarin de SPAQuE heeft voorzien aan te tonen dat hij zijn verzekeringsmaatschappij gecontacteerd heeft en dat laatstgenoemde de schade niet of slechts onvolledig dekt. Bij een volledige of gedeeltelijke overname van de schade door een verzekeringsmaatschappij, komt de eventuele vrijstelling niet in aanmerking voor de steun geregeld bij dit hoofdstuk.

§ 2. Iedere aanvraag tot tegemoetkoming kan enkel ingediend worden door de eigenaar van de getroffen gronden of door een door laatstgenoemde behoorlijk gemandateerde persoon.

In geval van blote eigendom kan iedere aanvraag tot tegemoetkoming enkel ingediend worden door de eigenaar van de getroffen gronden of door een door laatstgenoemde behoorlijk gemandateerde persoon.

§ 3. In geval van onverdeeldheid kunnen de onverdeelde mede-eigenaren naar hun keuze een samengevoegde aanvraag of individuele aanvragen indienen.

Echtgenoten en wettelijk samenwonenden kunnen een samengevoegde aanvraag indienen voor hun gezamenlijke onroerende goederen (gemeenschappelijke goederen en eigen goederen)

Art. 14. § 1. De aanvraag tot tegemoetkoming moet per e-mail, per post of tegen afgifte van een ontvangstbewijs worden toegezonden aan het gemeentebestuur van de gemeente waar de door de verontreiniging getroffen gronden zich bevinden, ter attentie van de speciaal daartoe aangewezen contactpersoon in elke getroffen gemeente.

Indien de aanvraag tot tegemoetkoming betrekking heeft op gronden die gelegen zijn op het grondgebied van verschillende gemeenten, moet de aanvrager bij elk van de betrokken gemeenten een aanvraag tot tegemoetkoming indienen.

De gemeente waar de aanvraag tot tegemoetkoming wordt ingediend, zendt deze zo spoedig mogelijk door naar de SPAQuE.

§ 2. De uiterste datum voor de indiening van de aanvragen tot tegemoetkoming is de laatste dag van mei 2022.

Art. 15. Onverminderd artikel 10 kunnen natuurlijke of rechtspersonen wier aanvraag tot tegemoetkoming overeenkomstig dit hoofdstuk in aanmerking komt en die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit op eigen kosten deskundigenonderzoeken door erkende deskundigen en/of bodemsanering hebben uitgevoerd, rechtstreeks bij de SPAQuE een aanvraag tot tegemoetkoming indienen met het oog op het verkrijgen van de terugbetaling van de gemaakte kosten. Deze aanvraag tot terugbetaling kan ook op uitdrukkelijk verzoek van de eigenaar van de getroffen gronden of van een door hem naar behoren gemachtigde persoon, onder overlegging van de nodige bewijsstukken, worden gedaan door de erkende deskundige of de operator van de bodemsanering.

De natuurlijke of rechtspersonen wier aanvraag tot tegemoetkoming overeenkomstig dit hoofdstuk in aanmerking komt en die na de datum van inwerkingtreding van dit besluit op eigen kosten deskundigenonderzoeken of bodemsaneringen hebben uitgevoerd, kunnen geen aanvraag tot tegemoetkoming indienen, behalve in geval van naar behoren vastgestelde overmacht.

Art. 16. Op straffe van nietigheid wordt de aanvraag tot tegemoetkoming uitsluitend ingediend met behulp van het daartoe door de SPAQuE verstrekte formulier. Dit formulier is ten minste beschikbaar op de website van het Waals Gewest.

Art. 17. § 1. De SPAQuE verricht een eerste sortering van de haar toegezonden aanvragen tot tegemoetkoming teneinde op basis van artikel 2 en de in de aanvraagformulieren verstrekte informatie vast te stellen welke kosten voor financiering door de SPAQuE in aanmerking komen en wat de meest zorgwekkende situaties zijn uit het oogpunt van het gevaar van de beweerde verontreiniging in verband met het gebruik van de grond.

§ 2. De aldus geprioriteerde aanvragen worden vervolgens onderworpen aan een diagnosefase op het terrein, die wordt uitgevoerd door een erkende "bodemdeskundige" die hiertoe overgaat:

1° het nemen oppervlaktestalen om de graad van de vastgestelde verontreiniging te meten. De analyses van deze monsters wordt toevertrouwd aan een laboratorium dat erkend is voor bodemonderzoek;

2° de beschrijving van de graad van verontreiniging op basis van organoleptische criteria.

Voor elk bezoek van de erkende "bodemdeskundige" wordt een vereenvoudigd verslag opgesteld dat aan de SPAQuE en aan de aanvrager wordt toegezonden. In dit verslag zal worden bepaald of het al dan niet noodzakelijk is de grond te saneren.

§ 3. Indien in het verslag wordt geconcludeerd dat er geen behoefte is aan sanering, wordt de tegemoetkoming van de SPAQuE afgesloten.

§ 4. De aanvragen tot tegemoetkoming waarvoor in de verslagen van de erkende bodemdeskundigen wordt geconcludeerd dat sanering noodzakelijk is, worden onderworpen aan een tweede sortering, om opnieuw te worden gerangschikt naar prioriteit op grond van de geconstateerde feitelijke verontreiniging.

Er wordt voorrang gegeven aan de situaties die door de erkende bodemdeskundigen het meest verontrustend worden geacht, op basis van de intensiteit van de vastgestelde verontreiniging, de omvang ervan en de gevoeligheid van het gebruik en de bestemming van de betrokken grond.

§ 5. Gronden waarvan is vastgesteld dat ze moeten worden gesaneerd, worden vervolgens onderworpen aan saneringsoperaties die door de SPAQuE worden gecoördineerd op basis van voorstellen van de erkende "bodemdeskundigen".

Deze werkzaamheden omvatten de follow-up of verwijdering van de verontreinigde oppervlaktegrond, de analyse van de afgegraven grond na verwijdering en de eventuele hervatting van de grondwerken op de plaatsen die nog verontreinigd zouden lijken. De verontreinigde grond zal voor behandeling worden afgevoerd naar erkende installaties en worden vervangen door gezonde grond, in overeenstemming met de bestemming van het terrein, zodat het oorspronkelijke topografische niveau wordt hersteld.

De saneringswerkzaamheden worden gedocumenteerd en opgenomen in een eindverslag, dat aan de aanvrager wordt meegedeeld.

§ 6. In elke fase van de aanvraagprocedure worden de aanvragers door de SPAQuE op de hoogte gebracht van de beslissing die op hen betrekking heeft.

Art. 18. § 1. Om de redelijkheid van de in het kader van de aanvragen tot tegemoetkoming gevraagde bedragen te bepalen, kan de SPAQuE deze bedragen vergelijken met de gemiddelde kosten in soortgelijke situaties voor risicostudies, deskundigenonderzoeken en bodemonderzoeken, saneringsprojecten en -werken, en verwijdering en beheer van verontreinigde grond.

§ 2. Indien een van de in de aanvraag tot tegemoetkoming gevraagde bedragen de in paragraaf 1 bedoelde gemiddelde kosten met ten minste vijftig procent overschrijdt, stelt de SPAQuE de aanvrager van de tegemoetkoming daarvan in kennis en verlangt zij van hem aanvullende bewijsstukken.

In het geval bedoeld in lid 1 kan de SPAQuE de toekenning van de aangevraagde bedragen aan de voorwaarde van de ter plaatse uitgevoerde controle van de aanwending van de aangevraagde bedragen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 19. Elke aanvrager van een tegemoetkoming waarop dit besluit van toepassing is, kan een intern beroep instellen bij de SPAQuE om de beslissing(en) die hem (haar) betreft aan te vechten.

Indien de aanvrager na de behandeling van zijn beroep geen genoegdoening heeft gekregen, kan hij een klacht indienen bij de Ombudsman van het Waalse Gewest.

Art. 20. Alle bedragen die financieel worden gedekt door de dotaties waarnaar in dit besluit wordt verwezen, worden vooraf geverifieerd en gevalideerd door de SPAQuE.

De SPAQuE is niet verplicht om interventies uit te voeren waarvan de kosten hoger zouden zijn dan het bedrag van de dotaties die haar op grond van dit besluit zijn toegekend.

In voorkomend geval wordt het niet-gebruikte saldo van de toewijzingen waarin dit besluit voorziet, aan het Gewest terugbetaald.

Art. 21. Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 5 augustus 2021, waarbij aan de SPAQuE een gedelegeerde opdracht wordt verleend voor het beheer van afvalstoffen en koolwaterstoffen ten gevolge van de overstromingen, wordt uiterlijk zes maanden na afloop van de opdrachten een verslag over de uitvoering van de in dit besluit genoemde opdrachten met alle relevante bewijsstukken toegezonden aan de Minister van Leefmilieu en aan het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2023.

Art. 23. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER